

Intervention du Collectif 3A ("Alternative A l'Austérité").

Manifestation du 15 Novembre 2014. Place Royale.Nantes;

**NON AU BUDGET D'AUSTERITE !
POUR RASSEMBLER ET CONSTRUIRE UNE
ALTERNATIVE A LA POLITIQUE ACTUELLE!**

Le gouvernement au service du capital.

21 milliards € d'économies! Comme le dit Michel Sapin, ministre des Finances,"la France n'a jamais fait un effort de cette ampleur". Pour faire passer un tel budget de choc, il est bien utile de pouvoir dire que ça pourrait être encore pire.

Emmanuel Macron met en route son projet de loi pour "l'activité et l'égalité des chances économiques". Il veut s'attaquer aux "3 maladies" françaises qui empêcheraient, selon lui, de "libérer, investir et travailler" afin de "lever tous les blocages" qui entravent la croissance. On y trouve en vrac tout l'arsenal libéral et anti-social : l'extension du travail du dimanche, l'ouverture à la concurrence du transport, la mort des prud'hommes...

Le patronat en veut toujours plus.

Encouragé par un gouvernement qui ne cesse de lui manifester des signes d'allégeance, dont le fameux pacte d'irresponsabilité et ses 40 milliards €, **le MEDEF poursuit inlassablement son œuvre de démolition sociale**, engrangeant profits et cadeaux gouvernementaux, sur le dos de salarié-e-s en butte à une avalanche de plans sociaux.

Et il ne compte pas en rester là; dans son "petit livre jaune", il propose, au nom d'une prétendue lutte contre le chômage, de supprimer 2 jours fériés, de remettre en cause les 35h, de créer un sous-SMIC pour les jeunes non qualifiés. A quand le travail gratuit !

Pourquoi le patronat se gênerait-il pour pousser le bouchon toujours plus loin, alors que le gouvernement Hollande-Valls est chaque jour à son écoute, que les promesses du 1er Ministre, à l'Université d'Eté du MEDEF, récoltent applaudissements nourris et standing ovation, que le Ministre du Travail préfère s'attaquer aux chômeurs-euses plutôt qu'au chômage, **que les dividendes versés aux actionnaires**

des grands groupes et des banques françaises explosent, de plus de 30% entre 2013 et 2014,, grâce en partie, et c'est un comble, au CICE censé créer des emplois !!

Les résultats sont là, implacables et désespérants : la croissance, chère à nos dirigeants, n'est pas au rendez-vous et pas près de l'être s'ils continuent dans la même voie, notre pouvoir d'achat en en constante dégradation , le chômage atteint des niveaux records, et les licenciements continuent de pleuvoir.

Notre département en est la triste illustration. **Les salarié-e-s de la SEITA, de C3 consultants, ou d'ALCATEL, sont l'incarnation des effets désastreux de cette politique suicidaire.**

Nous condamnons, une fois de plus, la décision d'Imperial Tobacco de jeter sur le carreau et de priver de ressources 327 salarié-e-s et leurs familles, en fermant le site de Carquefou qui a rapporté, pour la seule année 2013, 576 millions € de dividendes aux actionnaires! Nous dénonçons le cynisme d'Imperial Tobacco qui vient d'annoncer l'augmentation de ses bénéfices de 50% pour l'année 2014!

Nous dénonçons également l'abandon de la promesse n°35 du candidat Hollande, qui n'est pas un reniement près, qui prévoyait " de dissuader les licenciements boursiers, de renchérir le coût des licenciements pour les entreprises qui versent des dividendes". Nous dénonçons enfin la veulerie des pouvoirs publics qui n'ont pas levé le moindre petit doigt pour empêcher la fermeture de l'entreprise.

Assez de cette politique !

Dans un contexte où tous les feux sont au rouge, le gouvernement s'obstine à poursuivre une politique d'austérité en dépit de ses effets désastreux sur l'activité économique et la vie quotidienne de millions de salarié-e-s, chômeurs-euses, jeunes et retraité-e-s.

Dans son immense majorité, la population rejette cette politique imposée sans débat , avec une rare violence. **En effet, pour la mettre en oeuvre, Hollande et Valls ont recours à une criminalisation accrue des mouvements sociaux, écologiques et citoyens. Pas de loi d'amnistie, des syndicalistes condamnés pour fait syndical, et la répression utilisée en lieu et place du dialogue jusqu'à conduire à la mort de Rémi Fraisse à Sivens.**

Il est temps d'arrêter cet engrenage. Il faut dire non au budget 2015 qui coupe massivement dans les dépenses publiques, ampute considérablement notre protection sociale et menace d'asphyxie les collectives locales. **Nous appelons les député-e-s à refuser d'adopter un budget qui répond aux exigences du MEDEF et de la Commission Européenne, pas aux besoins de la population et à l'intérêt général.**

La coupe est pleine. Il y en a assez de cette politique qui nous conduit à la catastrophe!

Ce gouvernement n'est fort que des faiblesses et de la dispersion des résistances à sa politique. Il ne se maintient que parce que le système de représentation politique permet aux gouvernants d'imposer une politique rejetée par une majorité de la population.

Dans ce contexte, l'appel à une mobilisation nationale, le samedi 15 novembre 2014, contre l'austérité, lancé par le Collectif 3A ("Alternative A l'Austérité") répond à une impérieuse nécessité, celle de reprendre la rue, de reprendre l'offensive contre le gouvernement !

D'autres choix sont possibles!

Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en oeuvre une politique qui parte des besoins sociaux, qui s'attaque aux inégalités. Une réforme fiscale d'ampleur permettrait une redistribution des richesses et une relance des investissements productifs au bénéfice de la grande masse de la population, s'inscrivant dans la transition écologique.

Il faut redonner du pouvoir d'achat, augmenter les salaires et les pensions, créer des emplois. Il faut créer les conditions d'une véritable conquête industrielle. Il faut s'attaquer au capital, à la finance, à la rente des actionnaires qui est supporté par les salarié-e-s, les chômeurs-euses, les précaires, les retraité-e-s et la jeunesse.

Il existe dans ce pays une majorité d'hommes et de femmes disponibles pour cette alternative sociale, écologique et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques, que nous voulons rassembler.

Face à une telle politique, il y a urgence à construire une mobilisation unitaire, à rassembler autour d'une alternative, réellement à gauche, porteuse d'espoir .

Le 15 novembre est une étape importante pour construire, tous ensemble, forces politiques, syndicales et associatives, dans le respect de l'indépendance de chacune d'entre elles, le rapport de forces qui mette un coup d'arrêt aux politiques en cours et qui permette d'imposer d'autres choix, pour une vraie politique de gauche !